

« Il faut remobiliser les politiques »

Président du Crips-Île-de-France et d'Élus locaux contre le sida (ELCS), conseiller régional d'Île-de-France et maire-adjoint du 12^e arrondissement de Paris, Jean-Luc Romero-Michel était le seul élu français à participer à la conférence de Melbourne en Australie.

Selon l'Onusida, 12,9 millions de personnes sont sous traitement et le nombre des nouvelles infections est en recul. Peut-on se réjouir de ces progrès ?

On se réjouit toujours quand il y a moins de morts. Mais, chaque jour, 4 000 personnes décèdent encore du VIH dans le monde. C'est pourquoi nous devons rester vigilants quant aux messages très optimistes entendus lors de la Conférence annonçant la « fin du sida en 2030 ». Je trouve cela dangereux : 35 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde. Il n'y en a jamais eu autant ! Depuis la 19^e Conférence mondiale qui s'est tenue à Washington en 2012, on nous annonce la fin du sida pour demain. C'est démobilisateur d'entendre ce message alors que dans les faits nous en sommes loin. Et c'est une bonne excuse donnée aux gouvernants pour qu'ils ne donnent pas d'argent. Nous pourrions placer toutes les personnes sous traitement, ce qui leur permettrait de vivre, et nous ne le faisons pas. Au-delà des discours, les pouvoirs publics et les responsables politiques ne jouent pas leur rôle.

Que pensez-vous de la quasi-absence des politiques à cette 20^e édition ?

En tant que seul élu français présent, je me suis senti un peu seul. C'est la première fois que cela se produit. Hormis Bill Clinton, ancien président des États-Unis et habitué de ces conférences, et des Australiens, très peu de responsables politiques ont participé. Ce désinvestissement est un grand regret. C'est sans doute lié à la distance géographique, mais pas seulement. Certes, nous avons organisé le stand France. Et en tant que président du Crips, je m'en réjouis d'autant plus que j'ai tiré la sonnette d'alarme quand j'ai vu que nous risquions de ne pas obtenir les crédits nécessaires pour l'organiser. Nous avons eu le plaisir d'y accueillir Benoît Vallet, directeur général de la Direction générale de la santé, et Philippe Meunier, ambassadeur chargé de la lutte contre le VIH/sida du ministère des Affaires étrangères. Mais la place des politiques et des activistes s'est réduite.

Cette solitude que vous avez éprouvée à Melbourne fait-elle écho à ce que vous observez en France ?

Même si la France, qui reste le deuxième contributeur mondial, conserve une sensibilité au sujet, ce n'est plus une question politique de premier ordre. Les politiques sont de moins en moins nombreuses à participer à la Journée mondiale du sida le 1^{er} décembre. C'est la contradiction : un nombre jamais atteint de personnes vivant avec le VIH et un intérêt politique moindre, avec cette idée en toile de fond que dans seize ans ce sera « la fin du sida » et que « les personnes séropositives ont des traitements maintenant, ça va... ». Sauf que ça ne va pas. Dans les pays du Sud et aussi, dans une autre mesure, dans les pays riches, quels sont les problèmes d'une personne séropositive aujourd'hui ? C'est la précarité ; la moitié d'entre elles vivent des minima sociaux. L'autre problème étant les discriminations. Quant à l'accès universel aux soins, à la prévention et au dépistage, on voit tout ce qu'il reste à faire. C'est pourquoi le message que je veux retenir de Melbourne est qu'il faut remobiliser les politiques. On ne peut pas accepter qu'en 2014 autant de personnes continuent à mourir du VIH.

Quels sont les freins les plus importants à la traduction sur le terrain des avancées scientifiques ?

C'est le manque de volonté politique. Si des leaders ne prennent pas leur bâton de pèlerin pour dire : « Nous savons comment faire, nous avons des modèles mathématiques qui nous disent que le VIH peut disparaître, maintenant... », nous n'avancerons pas. Il faudrait 25 milliards de dollars pour le VIH, au lieu des 19 milliards investis. On bien trouvé 3 000 milliards pour les banques... Cela veut dire encore des efforts ! Et quand on regarde quels pays se mobilisent au niveau international via le Fonds mondial, Unitaid... il n'y en a pas beaucoup ! L'Australie, par exemple, a commencé à contribuer en 2012, alors qu'elle accueillait la Conférence deux ans plus tard... Il existe une capacité de certains pays, qui ne sont pas des pays pauvres, à se mobiliser et à donner beaucoup plus pour faire que cette pandémie soit



un mauvais souvenir pour tout le monde. C'est de cette volonté politique que tout dépend, car si les chercheurs peuvent expliquer comment faire, sans argent on ne peut simplement pas acheter les traitements.

Au sujet de la liberté de circulation et d'installation des personnes séropositives dans le monde, où en est-on ?

C'est un de mes grands combats depuis longtemps. En tant que président d'ELCS, j'avais d'ailleurs protesté contre le fait que cette Conférence soit organisée dans un pays interdisant l'installation des personnes séropositives [...]. Je me réjouis que les pouvoirs publics australiens aient finalement levé cette interdiction, juste avant la Conférence. Mais il faut voir à l'usage. Les dossiers des personnes vivant avec le VIH seront examinés comme ceux des personnes ayant des pathologies de longue durée. Au Canada, où la situation est identique, paradoxalement, quand vous êtes séropositif vous n'avez plus jamais la possibilité de vous y installer. Ils avancent que c'est parce que vous coûteriez trop cher au système de santé – ce qui est faux en général parce que vous avez des assurances. J'ai peur d'une annonce opportune qui ne soit pas suivie des effets espérés... C'est parce que le gouvernement américain avait levé l'interdiction d'entrée sur son territoire que la Conférence de 2012 avait pu être organisée à Washington. Et le Mexique avait modifié sa Constitution pour celle qui s'est tenue à Mexico... Ces conférences ont souvent fait bougé les lignes, alors espérons que ce sera encore le cas cette fois !

Quelles sont les prochaines batailles que vous livrerez en France ?

Celle des soins de conservation [interdits pour les personnes qui vivaient avec le VIH et/ou une hépatite], car

je ne suis pas du tout satisfait des réponses que nous avons obtenues ! La pétition que nous avons lancée a eu un grand succès et a conduit à une déclaration gouvernementale annonçant une réforme pour 2016. Je n'ai toujours pas compris pourquoi ce délai [...]. C'est une aberration, sans aucune justification scientifique, avec des conséquences très dures pour les familles. Toutes les instances consultées ont conclu qu'il fallait lever cette interdiction, mais il ne se passe toujours rien. C'est pourquoi nous maintiendrons

la pression sur le gouvernement.

Ainsi qu'au sujet des salles de consommation à moindre risque. Nous avons préparé au Crips une campagne de sensibilisation sur la question de la réduction des risques en direction des usagers de drogue, qui sera lancée mi-octobre. Ces usagers de drogue sont des citoyens, qui se sont montrés très responsables en termes de santé, puisqu'ils représentent aujourd'hui moins de 2 % des nouvelles infections... Cette question doit figurer dans la nouvelle loi de santé publique, afin que les salles puissent arriver en France à l'horizon 2015. Ce sera chose faite si le projet de loi que doit présenter en Conseil des ministres début octobre Marisol Touraine, la ministre des Affaires sociales et de la Santé, est voté. Mais même si la loi est promulguée, le projet sera lancé « à titre expérimental et pour une durée de six ans »... Si l'inscription dans la loi marquerait une réelle avancée, nous en sommes toujours à discuter de l'expérimentation, alors que des pays comme la Suisse ont implanté des programmes il y a dix ans, avec d'excellents résultats en termes de santé publique et de sécurité !

Enfin, l'un des enjeux majeurs est celui du financement des associations de lutte contre le sida, qui font un travail absolument nécessaire et qui sont menacées sur fond de crise et de réorganisation territoriale. ●

Pour aller plus loin

Retrouvez l'intégralité de l'interview de Jean-Luc Romero-Michel sur sidaction.org